



# Jugement commercial

DOSSIER N° : 124/16 RC : 377/16

NATURE DU JUGEMENT : CONTRADICTOIRE

JUGEMENT N° : 182-C DU JEUDI 17 AOUT 2017

PREMIER APPEL DE LA CAUSE : 26 mai 2016

DELAI DE TRAITEMENT : 15 mois

Le Tribunal de Commerce d'Antananarivo, à l'audience publique ordinaire du JEUDI DIX SEPT AOUT DEUX MIL DIX SEPT, salle numéro sept, où siégeaient :

Madame RANOROSOA Volatiana	–	PRESIDENT-
En présence de : Mr RAKOTOMIAMINA Nauno Philippe		-- JUGE CONSULAIRE-
Mr RAMANANA RAHARY Charles		-- JUGE CONSULAIRE-
Assistés de Me RAMORASATA Hanitramalala		-GREFFIER -

Il a été rendu le Jugement suivant :

ENTRE :

Société DHL INTERNATIONAL MADAGASCAR sarl Immeuble DHL  
Ankorondrano Antananarivo élisant domicile en l'étude de Me HAVOSON Hugues Raymond , Avocat  
à la Cour ,lot III D 21 Bis Villa ANGELE XXV Ankadilalana Antananarivo

Requérant, comparant et concluant par l'organe de son conseil ;

ET

Société MADAMINING lot III H 99 Villa Emirilala Ambohibao Antehiroka ayant  
pour conseil Me Eddy RAMANGASON Avocat à la Cour,

Requise, comparant concluant

**LE TRIBUNAL**

Vu toutes les pièces du dossier :

Oui la requérante, comparant en ses demandes, fins et conclusions ;

Oui la requise en ses moyens, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par exploit d'huissier en date du 10 Mai 2016, à la requête de la Société DHL INTERNATIONAL MADAGASCAR SARL , assignation a été servie à la Société MADAMINING devant le Tribunal de commerce d' Antananarivo pour s' entendre :

-condamner à payer à la Société DHL INTERNATIONAL MADAGASCAR SARL la somme de AR 62 468 558 , 78 en principal outre les intérêts , frais et accessoires à venir ;

-déclarer régulière et valable la saisie-arrêt pratiquée le 28 Avril 2016.

-en conséquence, ordonner à tous les tireurs saisis de remettre à la Société requérante toutes les sommes saisies arrêtées entre leurs mains , et ce jusqu' à concurrence de la somme réclamée ;

-condamner également la Société MADAMINING à payer à la Société requérante la somme de AR 30 000 000 à titre de dommages intérêts pour toutes causes de préjudices confondues ;

-ordonner l' exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant toutes voies de recours et sans caution ;

Aux motifs de son action ,la requérante , par le biais de son conseil , Me HAVOSON Hugues Raymond , Avocat , a fait exposer :

-que la Société MADAMINING est débitrice de la Société DHL INTERNATIONAL MADAGASCAR SARL de la somme de AR 62 468 558 , 78 ;

-que pour avoir sureté et garantie de sa créance , elle a obtenu une Ordonnance sur requête n° 66 du 15 Mars 2016 , rendue par le Tribunal de Première Instance d' Antananarivo statuant en matière commerciale , l' autorisant à pratiquer une saisie-arrêt sur tous les comptes bancaires ouverts aux noms de la Société MADAMINING dans les établissements bancaires jusqu' à concurrence de la somme réclamée ;

-que la saisie-arrêt pratiquée le 28 Avril 2016 est valable et régulière ;

-que la présente action en validation de ladite saisie arrêt est introduite dans le délai de 15 jours , fixé par l' article 665 du code de procédure civile et partant recevable ;

-que la requérante sollicite respectueusement sa validation et qu' il soit ordonné aux tiers de lui remettre toutes sommes saisies-arrêtées entre leurs mains jusqu' à concurrence de la somme de AR 62 468 558 , 78 ;

-qu' à l' appui de ses demandes , la requérante a versé au dossier la copie des traites retournées pour insuffisance de provision , une lettre de mise en demeure en date du 17 Décembre 2015 , de la requête aux fins de saisie-arrêt et saisie conservatoire en date du 05 Avril 2016 et celle de l' Ordonnance n° 66 du 15 Mars 2016 , une signification commandement aux fins de saisie arrêt du 28 Avril 2016 ;

LA Société MADAMINING SARL , par le biais de son conseil Me Eddy RAMANGASON , Avocat , a fait répliquer :

-que dans l' ordre de virement versé par la société requérante , il est mentionné clairement que cet ordre a été émis par MADAMINING SARL et signé par dame RAVELO Minah au nom de MADAMINING SARLU , signé par Jean Thierry ;

-que la société MADAMINING SARL verse au dossier une attestation venant de sa banque montrant que c' est dame RAVELO Minah qui a seule pouvoir de manipuler le compte que la DHL avait saisi ;

-que l' action de la DHL est mal dirigée et que la société MADAMINING SARL n' est concernée par la présente action ;

-qu' à aucun moment , la société MADAMINING SARL n' avait contracté avec la DHL quelconque contrat qui fait objet du présent litige ;

-que la DHL ne pouvait nier que l' engagement bancaire ne pouvait être fait que par un administrateur de compte dont Mme RAVELO Minah ;

-que sieur Jean Thierry en tant que cogérant ne peut aucunement décider ni procéder à un engagement de compte ni suppléer l' administrateur du compte ;

-que la dette est à caractère personnel à supporter seul par le débiteur contractant ;

-que la Société MADAMINING SARL est une personne morale ayant ses propres responsabilités et engagements distinctement de la Société MADAMINING ;

-que l' attestation délivrée par la Banque BOA MADAGASCAR mentionne clairement la dénonciation sociale de la MADAMINING et non celle de MADAMINING SARL ;

-que la société MADAMINING SARL n' est en aucune manière MADAMINING SARLU ;

La société DHL INTERNATIONAL MADAGASCAR a soutenu :

-que pour soutenir qu' elle n' aurait aucune relation commerciale avec DHL , dame RAVELO Minah de la Société MADAMINING verse une attestation de la BOA datée du 05 Aout 2016 , pour prétendre qu' elle est la seule signataire de ladite Société ;

-que toutefois , ses allégations sont annihilées par un ordre de virement du 17 Septembre 2013 , à l' ordre de DHL , lequel est signé par elle-même au nom de la Société MADAMINING ;

-qu' un tel document réfute donc les assertions de dame RAVELO Minah qu' elle n' aurait aucune relation commerciale avec DHL ;

-que d' ailleurs , lors des échanges auprès du tribunal des Référés d' Antananarivo , statuant sur l' opposition à l' Ordonnance n°66 du 15 Mars 2016 , ayant autorisé DHL à saisir les comptes de la requise , celle-ci avait versé au dossier un extrait du registre du commerce de la Société MADAMINING , délivré par le tribunal de première instance de Toamasina ;

-que ledit document mentionne clairement le statut de ses dirigeants , le sieur Jean THIERRY étant Gérant , et dame RAVELO Minah co-gérante ;

-que les 03 traites émises à l' endroit de DHL revêtent le cachet et la signature du gérant de la Société MADAMINING ;

-que pour contredire ses dires et mettre un terme à la polémique entretenue , la DHL verse également au dossier l' ordre de virement du 17 Septembre 2013 , lequel est signé par elle-même au nom de ladite société ;

#### DISCUSSION :

Il ressort des pièces versées au dossier que deux extraits de registres de commerce au nom de la société MADAMINING ont été produits , l' une étant basée à Toamasina ayant comme gérant sieur Jean THIERRY , et l' autre ayant son siège sociale à Antananarivo , ayant comme gérant sieur RAMANAVOTRARIVO Davidson ;

Or ,par exploit d' huissier en date du 10 Mai 2016 , la société requérante a actionné la société MADAMINING ayant son siège social à Antananarivo , alors que les trois traites précitées , faisant l' objet de la créance réclamée , ont été émises et signées par le gérant Jean THIERRY et dame RAVELO Minah , co-gérante de la société MADAMINING , ayant son siège sociale à Toamasina qui est totalement différente de celle ayant son siège sociale à Antananarivo ;

Qu' aux termes de l' article 80 , alinéa 9 du code de procédure civile : « Les actions sont portées en matière commerciale , sauf convention contraire , devant le tribunal du domicile du défendeur » ;

Par conséquent , il y a lieu pour la juridiction commerciale de céans de se déclarer incompétente au profit de la juridiction commerciale de Toamasina ;

 Par ces motifs

Statuant publiquement , contradictoirement à l' égard des parties , en matière commerciale et en premier ressort ;

Se déclare incompétente au profit de la juridiction commerciale de Toamasina ;

Laisse les frais et dépens de l' instance à la charge de la société requérante ;

Ainsi jugé et prononcé en audience publique les jour, mois et an que dessus, et la minute du présent jugement a été signé après lecture par le Président et le Greffier.

Ainsi jugé et prononcé en audience publique les jour, mois et an que dessus, et la minute du présent jugement a été signée après lecture par le PRESIDENT et le GREFFIER .